



N/Réf : 14.07/SG/2011

★Mobiliser pour Construire★

ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS/prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

Déclaration de ACTUS/prpe sur le retrait des troupes françaises du Tchad.

Qui oserait croire au marchandage de l'hypothétique retrait des troupes coloniales françaises du Tchad ?

Le peuple tchadien, supplicié depuis 21 ans sous la férule d'une des dictatures les plus criminelles au monde, se réjouirait d'un hypothétique retrait des troupes d'occupation françaises du Tchad. Cela serait une perspective heureuse pour le peuple tchadien qui lutte les armes à la main contre le dictateur Déby. En effet, le Ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé a déclaré mardi 05 juillet, lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale : « *Nous sommes en train de discuter avec le Tchad d'un nouvel accord de coopération. Nous avons un dispositif là-bas, Epervier, avec plus d'un millier d'hommes, dont la présence ne se justifie pas, que nous avons (...) à rapatrier* » [Cf. *Le Monde* du 5 juillet 2011].

Notre parti, ACTUS/prpe demeure sceptique face à cet effet d'annonce qui a suivi bien d'autres sans lendemains. Nous réclamons depuis de nombreuses années, le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises et la fermeture de toutes leurs bases du Tchad car la présence des troupes étrangères sur notre territoire, constitue un danger et une violation de la souveraineté nationale. Si le Général De Gaulle en son temps, avait exigé en 1966 la fermeture des bases étatsuniennes en France, c'est qu'il aurait pressenti le danger que faisait peser sur la politique d'indépendance de l'hexagone ces troupes. Pourquoi ce cas d'école ne serait-il pas valable pour le Tchad ? Considère t-on encore notre pays comme une colonie ou un territoire français d'Outre mer ?

Les troupes françaises au Tchad n'ont jamais contribué à une quelconque défense du moindre frémissement de la démocratie au Tchad. Elles n'ont jamais protégé les populations civiles des bombardements des troupes gouvernementales. Le peuple tchadien est plutôt victimes des multiples interventions de ces Gobis (dénomination en arabe locale des militaires français) aux côtés des troupes gouvernementales des différents régimes dictatoriaux depuis 1966. Toutes les révoltes populaires furent ainsi matées, noyées dans le sang.

Les masses populaires tchadiennes étaient bien en avance sur ce que les occidentaux appellent aujourd'hui « *le printemps arabe* ». Il est un fait incontestable : les gouvernements français si soucieux de « *défendre la démocratie et de protéger les populations civiles* » avaient plutôt prêté mains fortes aux tyrans pour massacrer les populations, asseoir et consolider les dictatures au Tchad et dans les autres pays d'Afrique du pré carré. Ce soutien multiforme aux dictateurs contredit les promesses non tenues du candidat Sarkozy lors de sa campagne présidentielle de 2007 où il martela : « *Je veux lancer un appel dans le monde à tous ceux qui croient aux valeurs de la tolérance, de la liberté, de la démocratie, de l'humanisme ; à tous ceux qui sont persécutés par les tyrannies et les dictatures, je veux dire à tous les enfants à travers le monde, à toutes les femmes martyrisées dans le monde, que la fierté et le devoir de la France sera d'être à leurs côtés (...) La France sera du côté des opprimés du monde ! C'est le message de la France, c'est l'identité de la France, c'est l'histoire de la France !* » [<http://www.youtube.com/watch?v=shn0ne2Vm60>].

Quatre années plus tard, le président élu Sarkozy, dans son discours, à l'occasion de la fête nationale française du 14 juillet 2010 a déclaré. « *Nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus.* ». Il a repris cette année, 14 juillet 2011, la même phrase dans sa version nouvelle dans l'interview accordée à la télévision française à la fin du défilé : « *Chaque dictateur qui fait couler le sang, aura à rendre compte devant le Tribunal pénal international* » [<http://videos.letelegramme.com/player.php?sig=iLyROoaf2VZo>]

Le maintien, voire le renforcement du soutien inconditionnel militaire, financier, économique et diplomatique de Sarkozy aux présidents dictateurs de la Françafrique, témoigne si besoin en était, de l'absence totale de volonté de rupture du pacte d'asservissement. Ce dernier serait signé aux lendemains des indépendances, entre les dirigeants français et français au détriment des peuples. Malgré ces constats terrifiants, certains africains n'ont toujours pas pris conscience de l'avenir sombre du continent sous les « Gouverneurs délégués » de la France, imposés en qualité de présidents aux peuples. Ces nostalgiques de la domination du pouvoir colonial des « bienfaits » et de la mission



« civilisatrice » de la colonisation, implorent la France de continuer à maintenir ses troupes au Tchad afin de mater toute velléité des soulèvements populaires contre le tyran Déby. Cette abomination et négationnisme sont insupportables.

En 21 ans de tyrannie, trois interventions des troupes françaises ont permis de sauver le trône du dictateur Déby. La dernière en date fut celle de février 2008 où les forces de résistance nationale, venues de l'Est du pays, avaient encerclé le palais rose présidentiel de N'Djaména. Les heures du despote étaient alors comptées. Cependant, hélas, l'espoir du peuple fut brisé par l'intervention du Commandement d'opérations spéciales (COS), composé de troupes d'élites de l'armée française. On dénombra plusieurs centaines de morts et blessés parmi les patriotes résistants. Une armée d'un pays démocratique, la France, qui installe et consolide une dictature contre la volonté d'un peuple, n'est ce pas là un crime contre l'humanité? Où sont les vraies valeurs humaines incarnées par la révolution de 1789, que les héritiers français devraient continuer à défendre ?

Ces expéditions coloniales punitives françaises en Afrique, trouvent malheureusement quelques infimes partisans. Certains hommes politiques tchadiens et africains à l'instar de M. Acheick Ibn Oumar, ancien ministre des Affaires étrangères d'Hissein Habré et aujourd'hui opposant, militent pour le maintien des troupes françaises au Tchad et en Afrique [Cf. lire son interview à la PANA du Lundi 11 juillet 2011] .

Comment comprendre qu'un opposant puisse regretter et faire l'apologie du maintien au Tchad des troupes coloniales françaises dont les multiples interventions pour sauver le dictateur Déby et ses prédécesseurs, ont coûté la vie à plusieurs milliers de patriotes résistants depuis 1966 ? Implorer le maintien des bases françaises au Tchad, parapluie du tyran Déby, c'est faire l'apologie consciemment ou inconsciemment de la pérennité du despote au pouvoir. Ce paradoxe pour un opposant serait-il élucidé un jour ?

Les défenseurs des prétendus « bienfaits et apport économique dans le développement du Tchad » de la présence des troupes françaises au Tchad, font preuves des contre vérités ahurissantes. En effet, ils ne produisent aucune données économique afin d'étayer leur thèse saugrenue. C'est une plaisanterie de mauvais goût.

Quelques questions et réflexions de bon sens, aussi élémentaires soient-elles, permettraient de battre en brèche les arguments économiques et sociaux des avocats du maintien des troupes françaises au Tchad :

- 1- Sur plus d'un million d'habitants que compte la capitale N'Djaména, les 3/4 des employés appartiennent à la fonction publique. Le reste est constitué des commerçants, pêcheurs, paysans et chômeurs. Dans ces conditions, il est trivial que les quelques rares employés civils tchadiens (principalement les domestiques, appelés « boys » de surcroît surexploités et mal payés) de la base militaire française, n'ont aucun impact sur l'économie nationale.
- 2- Si quelques privilégiés appartenant au sérail bénéficient des soins médicaux à l'hôpital militaire français de N'Djaména, il serait exagéré de faire une extrapolation au niveau national. En effet, la majorité absolue des masses populaires tchadiennes, meurt à domicile de maladies faute de soins ou pour les quelques rares à l'hôpital Général de Référence Nationale ironiquement appelé par les N'Djaménois le « *Mouroir national de référence* » qui manque de tout. Quelle honte pour un pays pétrolier dont le dictateur Deby et son clan sont des rentiers du pouvoir !
- 3- Si l'apport de la présence des troupes françaises, était significatif dans le développement économique et social du Tchad, le peuple l'aurait dûment déjà constaté dans son niveau de vie et dans sa vie quotidienne. Force est de constater que depuis l'indépendance son niveau de vie est en chute vertigineuse.
- 4- Au demeurant, rappelons que tous les ravitaillements alimentaires des troupes françaises proviennent de la métropole. C'est un sérieux manque à gagner pour les petits paysans, éleveurs et autres petits artisans tchadiens.
- 5- Mieux encore, le tyran Déby s'était indigné de la non rentabilité économique et financière des bases françaises au Tchad. Il l'a exprimé dans une interview à RFI en août 2010 : « *La France ne paye rien au Tchad, à part quelques marchandises qui entre sans douane* ». Dans ce cas, nous avons un sérieux manque à gagner pour le trésor public.
- 6- Est-il besoin de rappeler que la misère instituée par les pouvoirs dictatoriaux prédateurs, a conduit certaines jeunes filles à se prostituer auprès de ces Gobis? Pourquoi pourrait-on regretter le départ de ces Gobis et la disparition de ce drame social de « *Maras Gobis* » (littéralement en arabe tchadien « *Femmes des Gobis* ») ? Enfin, certains enfants métis de ces soldats français, abandonnés à leurs mères tchadiennes sont parfois mal acceptés. Ils sont souvent injuriés ou ont leur rappelle en cas de disputes qu'ils sont des « *Oual Farak* » (ce qui signifie littéralement en arabe tchadien : fils de putes, fils de bâtards ou sales bâtards).



- 7- Au niveau de la sécurité, la présence des troupes françaises n'a jamais éradiqué l'instabilité politique au Tchad. Elle a au contraire radicalisé la colère et les rancœurs du peuple à l'encontre du dictateur contre lequel il se bat depuis 21 ans.
- 8- Dans le domaine des relations internationales, il est insupportable qu'après 50 années d'indépendance, le Tchad doit encore abriter les bases des troupes coloniales françaises. Cette épée de Damoclès empêcherait tout pouvoir quel qu'il soit, de mener une politique indépendante et de faire jouer la libre concurrence tant prônée par les mêmes partisans du libéralisme économique, entre les différents partenaires européens, asiatiques, américains, africains du Tchad.

A titre d'exemple récent sur la présence des bases françaises en Afrique, citons celui de la Côte d'Ivoire où les soldats français basés dans le pays, ont déclenché une croisade contre le président légitime Laurent Gbagbo marquée par son kidnapping puis l'intronisation d'Alassane Ouattara. La base française en Côte d'Ivoire a soutenu le coup d'état des rebelles depuis 2002 jusqu'à la prise du pouvoir par Ouattara. Il serait utile de rappeler que ces troupes se comportent comme en terre conquise. En effet, selon *Direct Scoop du 5 avril 2011*, le président Sarkozy a ordonné aux troupes d'occupation de l'armée française de bombarder les camps militaires, le palais présidentiel, la résidence du chef de l'état et la télévision ivoirienne qui sont pourtant protégées par un bouclier humain civil. D'autres cibles civiles ont été prises sous un déluge de feu de l'aviation française. C'est le cas notamment du Centre Hospitalier Universitaire de Yopougon où se trouve la résidence des internes des hôpitaux. Le bilan fut très lourd : au moins 2307 civils tués et des milliers autres blessés. Ce terrorisme de l'état français devrait servir de leçon à tout patriote africain soucieux de l'avenir de notre continent de militer contre le maintien des bases étrangères sur le sol africain.

Pourquoi le peuple tchadien s'opposerait ou regretterait-il l'émancipation du Tchad, c'est-à-dire au retrait des troupes françaises du territoire national? Pourquoi notre peuple accepterait-il volontairement d'être sous domination coloniale française, 50 ans après l'indépendance? Combien de tchadiens et africains ont été tués pendant toutes les interventions militaires françaises pour soutenir les dictateurs sur le continent (Tchad, Centrafrique, Cameroun, Gabon, ex Zaïre...) ou pour imposer une marionnette (Ouattara en Côte d'Ivoire) ou encore mener actuellement une guerre coloniale de rapine pour changer le régime insoumis du Colonel Kadhafi par celui des Talibans du CNT de Benghazi? Il est criminel de soutenir et de faire l'apologie du maintien des bases militaires françaises et étrangères sur le sol africain.

Dans ces conditions de parapluie de la tyrannie au Tchad, le peuple tchadien n'exprimera aucun regret pour l'hypothétique retrait des troupes françaises du territoire national. Au contraire il se réjouirait de voir se réaliser son rêve. Ceux qui regrettent le retrait des soldats français du Tchad sont du côté des oppresseurs. Ils profaneraient ainsi les tombes des milliers de tchadiens qui furent tués au cours de leurs interventions.

Un autre avenir radieux pour les masses populaires du Tchad et d'Afrique, d'indépendance véritable, de développement au service du bien-être populaire, est possible. Cela exige de rompre avec cette culture de servitude coloniale, qui hélas, trouverait encore de relais chez une ultra minorité d'africains inféodés à l'impérialisme. Ce noyau est en effet constitué d'une frange de petits politiciens et d'intellectuels africains, qui, dans leur subconscient collectif ont le complexe d'infériorité de l'homme noir face au colon occidental ou l'homme blanc. Ces hommes, avides de pouvoir à tout prix, voudraient s'attirer la bonne grâce du colonisateur, qui devrait les imposer aux pouvoirs dans nos pays. À cet effet, ils chantent les louanges et font l'apologie de la servitude coloniale, en suppliant les troupes françaises de rester au Tchad et en Afrique. Cette minorité soutient les frappes des puissances impérialistes contre la Libye, un pays africain, elle applaudit le terrorisme d'état de la France en Côte d'Ivoire par le kidnapping du président insoumis Laurent Gbagbo.

Pour ces africains collabos des puissances impérialistes, rien n'est plus important à leurs yeux que le pouvoir personnel ministériel ou présidentiel dont le brevet leur serait décerné par les puissances occidentales et non par les peuples qu'ils aspirent gouverner. Ils cautionnent pour cela les massacres des peuples ivoiriens et libyens par les interventions coloniales punitives de la France et de l'Otan.

Ces défenseurs du maintien des bases impérialistes et de leurs interventions en Afrique, se seraient réjouis certainement de la « victoire » du tyran Déby sur les Forces de résistance nationale. En effet, l'intervention des troupes françaises au Tchad en février 2008 contre les patriotes résistants a permis de sauver in extremis le trône du dictateur Général président Déby [*La croix du 10/02/2008*].

Savourant diaboliquement sa « victoire », il profita du parapluie des troupes françaises pour assassiner le Leader de la coalition de partis politiques de l'opposition démocratique, Dr Ibni Oumar Mahamat Saleh. À ce jour, le gouvernement français si soucieux de la « défense de la démocratie et de la protection des populations », demeure curieusement apone et aveugle.



Notre parti, ACTUS/prpe ne croit pas à ce retrait des troupes françaises du Tchad tant les enjeux géostratégiques, la défense des intérêts de l'hexagone et enfin le dur combat de la France pour maintenir son rang de puissance moyenne face aux puissances émergentes (Chine, Brésil, Inde...), sont importants.

La déclaration du ministre français des affaires étrangères, est à verser au chapitre de la division du travail dans cette campagne qui sert à faire monter les enchères politico médiatiques entre les gouvernements tchadien et français. En effet, dans une interview à RFI d'août 2010, le dictateur Déby avait déjà évoqué une révision de l'accord de siège de « l'opération épervier » entre la France et le Tchad. Il ajouta l'idée d'un éventuel retrait des troupes françaises ou la location du territoire national pour les bases françaises, moyennant finances. L'appétit insatiable du despote tchadien pour l'argent est proverbial. Il s'accommode des indécrottes indignes d'un Chef d'état, lesquelles jettent de l'opprobre sur notre pays et son peuple. En effet, le tyran Déby s'était lancé dans des activités illégales de délinquance pour remplir ses coffres forts : falsification des faux billets de dollars du Bahreïn, trafic de drogues [Le Canard enchaîné du 09/09/1998].

Les gouvernements français successifs soutiennent un criminel dictateur et délinquant notoire contre la volonté du peuple tchadien. Selon les rapports des associations des droits de l'homme, en 21 ans de pouvoir, le tyran Déby auraient tué environ 31000 tchadiens. Ces crimes contre l'humanité ne suscitent aucune compassion du côté gouvernemental français et moins encore des médias hexagonaux qui saturent les tympans et les yeux en stigmatisant les insoumis de la Françafrique, en l'occurrence Laurent Gbagbo et le Colonel Kadhafi.

Circulez y a rien à voir. Silence sur le Tchad. C'est le dictateur Général Président Déby, un allié et soumis de la France qui est au pouvoir. Il est bon pour l'hexagone. On ferme les yeux, on bouche les oreilles, car il défend les intérêts français par conséquent il a le droit de tuer en toute impunité les tchadiens qui luttent contre sa tyrannie.

La CPI serait même l'alliée du dictateur tchadien car elle aussi n'a rien vu et rien entendu.

L'imposture intellectuelle et diplomatique française, qui entoure la tragédie tchadienne en protégeant le despote Déby depuis 21 ans, est injuste et insupportable. À quand la fin de cette hypocrisie institutionnalisée?

La déclaration du Ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé est un non-événement, car elle participerait à ce concert de douce musique lyrique anesthésiante afin d'endormir et de démobiliser les masses populaires tchadiennes qui veulent à tout prix en découdre avec la dictature de Déby, protégée par les troupes françaises. Nous assistons incontestablement à un marchandage comme à l'accoutumée entre les deux parties. En effet, en octobre 2007 ce fut le dénouement rocambolesque et humiliant pour le peuple tchadien de l'affaire « Arche de Zoé ». Le despote tchadien aurait monnayé le soutien et la présence de l'armée française face à la puissance de feu et à la détermination des Forces de résistance nationale, qui menacent dangereusement sont pouvoir chancelant. Aujourd'hui, en 2011, c'est au tour de la France d'exiger du tyran tchadien, davantage de contreparties pour continuer à le maintenir au pouvoir. En effet, l'engagement militaire croissant de la France en Libye, la place à la première loge contre le régime du Colonel Kadhafi, qui entretient d'excellents rapports avec le dictateur Général-Président Déby. Le quai d'Orsay ne forcerait-il pas le despote tchadien à changer d'alliance contre son allié Kadhafi? La France n'exercerait-elle pas des pressions sur Déby afin d'utiliser ses bases et troupes au Tchad pour bombarder la Jamahiriya? Au mieux, la France ne demanderait-elle pas la participation directe de l'Armée tchadienne aux côtés des Talibans du CNT de Benghazi afin d'ouvrir un front sud contre Kadhafi?

L'hexagone ne pourrait-elle pas pour des raisons géographiques, demander au dictateur Général-Président Déby de permettre à certaines troupes des présidents francophones (par exemple le Président Wade a reconnu les Talibans du CNT) de se servir du Tchad comme base arrière d'une offensive franco-sénégalaise sur le front sud libyen?

Ces pistes seraient plausibles et ce d'autant plus que la « prolongation des bombardements » de la Libye, fut adoptée par l'assemblée nationale française le 12 juillet 2011, en violation flagrante de la résolution 1973 du Conseil de sécurité. Le despote tchadien accepterait-il d'éventuels marchandages pour continuer à bénéficier du parapluie des troupes françaises?

Nous avons une seule certitude : sans le soutien des militaires français basés au Tchad, le dictateur Général président Déby serait déjà un lointain souvenir dans la mémoire collective des victimes tchadiennes. Il sait aussi par ailleurs, dans son fort intérieur que les Forces de résistance nationale sont à même de l'anéantir pendant les heures qui suivraient le départ du dernier soldat français du sol tchadien. En dépit de cette trivialité, Déby aurait-il l'audace de prendre le risque de demander le retrait des troupes françaises? Wait and see.

Dans l'émission « Débat de France 24 » du 12 juillet 2011 sur l'intervention française en Libye, le député UMP, Nicolas Dhucq affirma que la France a l'opportunité de marquer sa présence en Afrique du Nord. La perte de l'Algérie française aurait laissé une rançon tenace. La revanche au relent colonialiste justifierait le va t'en guerre du président Sarkozy, qui vient par ailleurs, d'être adoubé par le vote de la majorité des parlementaires sur la prolongation des



bombardements de la Libye par l'aviation hexagonale.

A-t-on besoin de tel tintamarre pour le retrait des troupes françaises au Tchad ? Le peuple tchadien n'est pas dupe car si le dictateur Déby avait la volonté politique de fermer les bases françaises au Tchad, il l'aurait fait il ya plusieurs années. Il en de même pour la France, puissance colonisatrice qui contrôle le pays militairement, politiquement et financièrement. Si elle voulait effectivement retirer ses troupes, elle l'aurait fait rapidement sans avoir besoin de demander le feu vert du tyran tchadien.

Le peuple tchadien n'est pas dupe face à ce tournoi habituel de Ping pong où les deux parties évitent de se neutraliser car elles ont des intérêts communs indissociables. Cependant, ces derniers sont diamétralement opposés à ceux des masses populaires tchadiennes qui se battent pour conquérir la véritable indépendance du Tchad, la démocratie au service du développement et du bien-être et la justice sociale pour tous.

Ces africains, qui, pour leurs seuls intérêts d'accéder au pouvoir sont devenus des collabos des impérialistes, en regrettant le retrait des troupes françaises et impérialistes du Tchad et d'Afrique, ceux là même qui applaudissent les bombardements des pays africains par les troupes étrangères occidentales, se trouveraient un jour jugés par l'histoire de notre continent pour avoir contribué à leur échelle à l'asservissement du continent et des peuples.

Notre Parti, ACTUS/prpe réitère ses exigences de l'arrêt de soutien multiforme au dictateur Déby, du retrait immédiat, inconditionnel des troupes françaises du Tchad et la fermeture de toutes leurs bases du territoire national.

Les peuples tchadiens et africains ont le droit de choisir librement leurs dirigeants (défenseurs de leurs intérêts et non ceux des impérialistes), et leurs modèles politiques de développement. À cet effet, ils ont aussi le droit et le devoir de se débarrasser par tous les moyens des criminels dictateurs qui leurs sont imposés par l'impérialisme. C'est une question de survie.

Face aux refus maintes fois réitérés du dictateur Déby, d'une solution négociée issue d'une conférence inclusive de paix (réunissant gouvernement, partis politiques démocratiques, Mouvements politico militaires et la société civile), face aux hold up électoraux permanents qui intronisent à vie le Général président Déby, le peuple tchadien n'aurait pas d'autres alternatives que celle de la lutte armée. Les victimes de la tyrannie, de l'oppression et d'exploitation, doivent appliquer le droit à la légitime défense, reconnu par ailleurs aux peuples, pertinemment énoncé dans le préambule de la constitution tchadienne de 1996, et dans la charte de la déclaration d'Alger de 1976 sur les droits des peuples à l'autodétermination.

Notre parti, ACTUS/prpe se battra toujours aux côtés des peuples tchadiens et africains en lutte pour la véritable indépendance, la souveraineté, la justice, la démocratie, le développement au service des africains, pour la défense des intérêts des africains.

Nous militons pour la création des Etats-Unis d'Afrique(EUA), unique alternative objective afin de défendre la souveraineté et d'assurer la pérennité du continent face aux agressions répétées de tentatives de recolonisation du continent par les impérialistes.

Le 16 Juillet 2011

Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS / prpe)

Le Secrétaire Général
Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum

